

**6 décembre 2001, Québec**

**Lancement de la politique nationale de la ruralité**

Monsieur le ministre d'État, Monsieur le Président de la Fédération des municipalités,  
Monsieur le Président de Solidarité rurale, Mesdames, Messieurs les Préfets,  
Mes chers collègues,  
Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Votre présence nombreuse ici fait que notre réunion de cet après-midi est sans doute une des plus territoriales que le Québec ait jamais connues dans son histoire. Jacques Proulx, c'est l'émotion qui t'a fait oublier deux villages dans ton énumération, Saint-Jacques-de-Montcalm, où je suis né, et Verchères, où je vis.

Ce périple n'est pas étranger à la complicité qui nous a unis dans l'amour des villages. Souvent, on transpose toujours plus ou moins dans sa vie publique certaines constantes de la vie privée. Ceux et celles qui sont nés dans des villages – et ça doit être encore une portion significative de la population du Québec, même s'il n'y a plus que 22 % qui vivent en ruralité, il y a beaucoup de ruraux urbanisés, bien entendu; c'est un des aspects du problème qui nous réunit aujourd'hui dans cette politique de la ruralité – ceux et celles qui sont nés dans un village en gardent toujours une nostalgie considérable, et pour des raisons profondes. Le village, c'est la convivialité. C'est le contact humain. C'est le contraire de l'anonymat. C'est souvent le contraire du bruit. C'est le contraire du vacarme. Toutes des choses que l'être humain apprécie profondément et qu'il cherche à reconstituer ou à garder. Ou à garder. Or, par un étrange paradoxe, non seulement des pays développés, parce que les pays sous-développés ont connu le même problème, les villes attirent, alors que, en toute logique, dans bien des cas, ça devrait être le contraire, en termes de qualité de vie. Jean Ferrat, dans une de ses chansons, résumait le paradoxe en un vers, en disant: « Comment peut-on imaginer, en voyant un vol d'hirondelles, que l'automne vient d'arriver? » Pourquoi est-ce qu'on converge vers les grands centres?

Les vieux sociologues et anthropologues disaient: les villes sont mangeuses d'hommes, c'est-à-dire que les gens s'en vont vivre en ville et la natalité a tendance à s'effondrer. Donc, les villes ont tendance à faire diminuer la population; avaient tendance. Parce que, à l'époque où on disait : les villes sont mangeuses d'hommes, les régions compensaient très largement. Les très hauts taux de natalité et de fécondité des régions nous faisaient oublier, en région, ce qui se passait sur ce plan en ville. On sait bien qu'aujourd'hui une certaine forme de vie contemporaine a fait que des valeurs analogues quant à la famille ou à l'ampleur des familles qui se sont développées dans les régions comme en ville, alors là, les régions peuvent et sont, jusqu'à un certain point, perdantes de ce mouvement en apparence incompressible. Je dis que c'est vrai pour le monde développé. J'ai étudié, comme vous le savez, le cas mexicain. Il y a 30000000 de personnes qui vivent dans une cuvette de la ville de Mexico, affligée par la pollution, inconfortable à cause de la surpopulation, et ces gens, souvent, ont quitté des endroits fabuleux, des rivages du Pacifique ou du Golfe, pour aller vivre en cet endroit.

Donc, l'opération que nous lançons aujourd'hui, elle est pour contrer une force et une tendance très lourdes. C'est la raison pour laquelle nous aurons besoin de beaucoup

d'énergie, de beaucoup de solidarité. Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est le contraire d'une opération libérale – je ne le dis pas au sens partisan du terme, évidemment, je le dis au sens de la philosophie économique. C'est une opération qui s'oppose aux libres tendances du marché parce que c'est mieux comme ça, parce que c'est mieux pour les hommes et les femmes de ne pas laisser ces forces aveugles continuer à vider les régions ou à diminuer leur importance. C'est, en d'autres termes, de l'interventionnisme. Nous vivons dans une économie de marché. Cette économie de marché nous rend de grands services, mais cette économie de marché, avec toutes ses vertus, n'a jamais été capable de répartir convenablement la richesse entre les personnes ni entre les régions. Alors, nous déclenchons une opération basée sur une dose considérable de courage. Sauf que cette technologie et cette modernité qui, dans un premier temps, ont pu sembler nuire aux régions et être défavorables aux régions, elles peuvent devenir aujourd'hui un soutien puissant de la renaissance régionale. Vous le savez, vous en vivez vous-mêmes les expériences. Dans des rangs merveilleux et éloignés, même du village, dans de beaux écrins de collines se trouve un ménage qui gagne sa vie à l'échelle planétaire en exploitant un commerce par Internet qui fait qu'ils ont des clients à Paris ou à Moscou ou ailleurs. Dans le même rang, d'autres jeunes couples font leur travail pour une multinationale installée à Montréal sans jamais aller à Montréal. Voilà le créneau technique et technologique qui va aider puissamment à faire vivre les régions et à les faire revivre.

Si on veut aller à l'opposé, dans le plus traditionnel, une force puissante qui va aider les régions, c'est cet engouement des urbains et de tout le monde pour les produits du terroir, les produits raffinés, les produits sophistiqués. Je ne suis pas un fanatique de José Bové, je pense que Jacques est un de ses amis... Je ne veux pas faire une charge contre les McDonald's, mais je sais très bien qu'un fromage Pied-De-Vent des Îles-de-la-Madeleine, ça a quand même un attrait formidable qui devrait gagner sur bien d'autres choses, un jour ou l'autre.

Donc, il y a des forces à l'œuvre dans un sens, mais il y a de puissantes forces à l'œuvre dans l'autre; il faut appuyer les forces qui sont dans le sens le plus favorable à la vie intégrale sur le territoire du Québec. Tout cela – Jacques l'avait en tête quand il nous a fait son exposé si émouvant – a commencé largement quand, dans quelques conversations que nous avons eues lui et moi, il y a un certain nombre d'années, nous nous sommes rendu compte que plusieurs villages avaient des taux de chômage zéro, quelle que soit la région, dans des régions assez éloignées, ou à Verchères ou à Calixa-Lavallée, des villages étaient prospères. Et nous avons lancé l'opération Villages prospères, c'était dans le budget de 1996-1997, c'est Jacques Proulx qui l'a lui-même assumée. Et je pense que le corpus intellectuel de la politique de la ruralité est né de ce premier travail, mais il fut continué vigoureusement par le ministre d'État aux Régions – qui est lui-même un homme de région et qui dispose, c'est bien connu, d'une réserve d'énergie considérable. Lui vient-elle de son passé régional? Je n'en sais rien, mais ça a dû commencer fort pour être encore comme ça aujourd'hui, et ses collaborateurs et les députés qui ont travaillé avec lui et les partenaires. Ce que nous présentons aujourd'hui, c'est un pacte, c'est un pacte entre un gouvernement national et sa population rurale, c'est un pacte entre un gouvernement national et Solidarité rurale du Québec, Fédération des municipalités du Québec, Association des CLD, CRD. Ce n'est donc pas une opération gouvernementale, Dieu merci!, c'est une opération collective, et c'est comme ça que nous entendons la mener.

Elle ne sera pas facile, il y aura des vents contraires, parfois la conjoncture économique n'est pas toujours aussi bonne, c'est ce que nous redoutons pour quelques mois à venir, mais nous avons aussi de bonnes raisons de croire que, quand cette politique sera en place, le vent soufflera de nouveau du bon côté. Et il fait toujours beau quelque part, et il finit toujours par faire beau. Alors, ce qu'il faut faire, c'est qu'il fasse beau le plus tôt possible sur les régions du Québec.

Et je ne crois pas que ce soit par hasard que le gouvernement que je dirige avec les convictions qui sont les siennes soit le premier à promulguer une telle politique et à provoquer un tel rassemblement et de tels espoirs. C'est parce que, quand on considère que nous avons la responsabilité d'un territoire national, on ne veut pas qu'il ait, de quelque manière que ce soit, des caractéristiques purement provinciales – pour employer une expression qui peut être juridiquement vraie, mais qui est réductrice par rapport à la réalité québécoise. Nous avons la responsabilité de faire que ce vaste territoire, qui est un des plus vastes du monde parmi les pays même à vastes territoires, se développe intégralement avec toutes ses potentialités et ses virtualités. Aussi bien les urbains que les ruraux ont le devoir que ce magnifique Québec, avec son million de lacs et ses grands cours d'eau, et ses affluents, et ses côtes maritimes, se développe à la hauteur de son potentiel, même à la hauteur de sa beauté. Et nous en avons affronté, des défis, à partir de cette Assemblée nationale et de ce siège de l'exécutif depuis notre Révolution tranquille. Ça ne veut pas dire que rien ne s'était passé avant, parce que justement une solide ruralité a fait qu'on a pu affronter la Révolution tranquille et qu'on a pu être prêt pour le faire, mais vous savez que cette Révolution tranquille nous imposait le fardeau de partir des niveaux d'éducation les plus bas d'Occident pour faire une véritable révolution des esprits. Nous l'avons fait. Le Québec aujourd'hui a un, sinon le niveau d'éducation le plus élevé du monde et, on l'a vu ces jours derniers, non seulement en quantité mais en qualité. Nos écoliers, nos écolières sont dans les meilleurs au monde dans des sciences aussi décisives que les mathématiques, les sciences en général ou la lecture, ce qui est un élément fondamental de la culture, de la beauté et de la poésie. Si nous avons pu relever avec succès tous ces défis, qu'est-ce qui va nous empêcher de faire de cette Politique de la ruralité un succès resplendissant? Ça va prendre du temps, ça va prendre du courage, ça va prendre du sens critique et même il va falloir bougonner quelquefois, mais je compte sur certains de nos amis pour le faire avec des talents confirmés.

Mais tout ça, tout ça va nous porter à l'action, et l'action va nous porter au succès. Et j'espère que, sous peu, le Québec entier pourra dire que ce défi-là, nous l'avons affronté et nous pouvons être un modèle, puisque le problème est commun à plusieurs pays du monde. J'espère que nous pourrons dire aux pays qui sont angoissés par l'exode rural et par les problèmes de ruralité: « Venez voir, dans notre Québec, comment nous les avons résolus d'une façon exemplaire. »